

Il faut restructurer la place financière mondiale

Paul Dembinski Directeur de l'Observatoire de la finance.



Selon Paul Dembinski, au lieu de combattre la crise en investissant dans les institutions qui ont failli, il faudrait que les pays riches conçoivent leur plan de relance différemment, par exemple en venant en aide aux pays en voie de développement

La spirale de la crise se déploie progressivement. Partie d'une catégorie d'actifs financiers, elle s'est étendue à la finance en général, pour atteindre aujourd'hui de plein fouet l'économie dite «réelle». Le ralentissement économique fragilise un nombre croissant d'entreprises, ce qui augmente le chômage et affaiblit en retour les bilans bancaires via l'intoxication de créances. La spirale est ainsi en place. Le G20 se réunit en fin de semaine avec l'ambition affichée de la désamorcer. A-t-il la vision nécessaire pour le faire?

Selon la manière dont ils sont atteints par la crise mondiale, on peut distinguer trois catégories de pays; ceux, qui à l'instar des USA, de la Grande-Bretagne sont dans l'œil du cyclone, ceux qui – comme les pays de l'UE d'avant l'élargissement, le Japon et la Suisse – ont été touchés d'abord dans leur système bancaire via des institutions exposées sur les marchés anglo-saxons; finalement ceux – comme les nouveaux pays membres de l'EU et surtout la grande majorité des pays en développement, qui sont frappés dans leurs activités productives suite à la chute de leurs marchés d'exportation. Ceci fragilise les couches les plus exposées de la population et intoxique des nouvelles catégories d'actifs financiers.

La situation n'est pas seulement compliquée, elle est aussi complexe. La longue liste des choses «à faire» figurant dans le communiqué de la réunion du G20 de novembre est significative. D'une part, elle démontre que le G20 manque de vision d'ensemble et d'un diagnostic partagé sur les priorités, d'autre part, par l'inventaire des dysfonctionnements de l'économie mondiale qu'elle dresse, cette liste est aussi accablante pour le même G20. Comment expliquer, en effet, que ces mêmes «responsables» aient laissé s'accumuler tant de problèmes pendant les trois dernières décennies d'euphorie économique sans réagir?

Depuis 2007, les pertes accumulées de la valeur d'actifs financiers sont estimées à environ 50'000 milliards de dollars; pendant la même période les gouvernements du G20 auraient engagé dans le soutien aux banques et autres institutions financières stratégiques un montant proche de 2000 milliards; les divers plans de relance effectifs ou invoqués atteignent les mêmes ordres de grandeur. Ainsi, pas loin de l'équivalent de 10% du PIB mondial aurait été injecté dans le tonneau des Danaïdes de l'économie mondiale, pour le moment

– sans résultat probant. Pour mémoire, ces sommes correspondent au PIB cumulé d'environ 150 pays les plus pauvres de la planète, avec leurs deux milliards d'habitants!

Les sommes injectées par les pays du G20, l'ont été dans l'espoir de «faire repartir» l'économie mondiale, de lui faire reprendre le sentier qu'elle aurait quitté sans raison valable, en août 2007. Et si cette hypothèse était fautive, si la crise n'était pas un incident mais un accident; si pour en sortir il ne fallait pas «réparer» en rêvant d'un retour hypothétique au statu quo ante été 2007, mais plutôt se préparer à «remplacer», c'est-à-dire à infléchir de manière profonde, le fonctionnement à venir de l'économie mondiale? Dans cette perspective d'une «destruction créatrice» à l'échelle macroéconomique en marche, trois pistes méritent exploration.

A l'automne 2007, évalués à mi-parcours, les progrès vers les Objectifs du Millénaire étaient clairement insuffisants. Pourtant, ces objectifs avaient été adoptés en grande pompe sous les auspices des Nations unies en 2000. Les incantations et les bonnes volontés déclarées n'ont donc servi à rien et aujourd'hui ces mêmes populations déjà fragiles sont les plus exposées aux effets de la crise. Plutôt que de déverser des milliards sur des structures économiques des pays du Nord, le G20 pourrait prendre le risque d'injecter massivement des moyens là où les besoins sont tels que la demande réagirait immédiatement à tout apport externe. Pour exemple, le World Food Programme mendie aujourd'hui 5 milliards de USD! C'est peut-être en fortifiant ce qui a été jusque-là la périphérie que l'on parviendra indirectement à conforter le prétendu centre de l'économie mondiale. Le rapport de la Commission «Stiglitz» de l'ONU va dans cette direction, mais trop timidement. Il propose que 1% des programmes de relance soit réservé aux pays du Sud (soit 20 milliards au mieux); mais il s'agirait de faire nettement, très nettement plus! George Soros abondait récemment dans cette même direction.

L'activité financière, concentrée dans les pays du Nord, produit un peu moins de 10% du PIB mondial. L'épineuse question qu'il faut oser poser consiste à savoir quelle part des activités financières contribue effectivement au «bien-être» et quelle part relève d'une captation de rente. Au fur à mesure que la finance s'effeuille sous le coup de nouvelles révélations, la question n'en devient que plus brûlante. Expérience faite des mines, des chantiers navals ou de l'automobile, plutôt que d'entretenir l'illusion que la demande de services financiers reviendra, ne faudrait-il pas aujourd'hui préparer des plans de restructuration du secteur pour permettre aussi aux collaborateurs de reprendre progressivement contact avec la réalité? Ceci implique que le portage actuel du secteur financier par les pouvoirs publics s'accompagne d'une pression forte vers son redimensionnement. Là encore, le préalable est de sortir de l'illusion d'un retour «à la normale» et se préparer à utiliser au mieux les énergies et les ressources ainsi libérées.

Le G20 a le «protectionnisme» en point de mire mais ne précise pas le sens qu'il donne à ce terme. Élastique, par excellence, ce terme désigne tout choix qui ne se ferait pas exclusivement sur des critères du rapport qualité/prix. Aujourd'hui, d'autres critères surgissent sans être pour autant ni protectionnistes ni déraisonnables. Les acteurs économiques sont en train de revoir et de réduire le périmètre de leurs activités. Ce faisant ils expriment le souci de retrouver des circuits économiques plus courts, de diminuer le nombre d'intermédiaires, celui d'ancrer l'action économique (y compris publique) dans des réseaux de solidarité où le visage humain ait sa place. Ces changements de micro-attitudes annoncent probablement une certaine déglobalisation, sans pour autant qu'il s'agisse du protectionnisme au sens propre, mais d'un changement de logique économique. Le défi que le G20 aurait alors à relever serait de poser les jalons d'une déglobalisation ordonnée, qui ne débouche pas sur la panique protectionniste. A trop brandir la menace protectionniste, les mots se vident de leur sens et le diagnostic des mouvements de fond devient impossible.

Selon les tableaux d'avancement des travaux disponibles sur son site, le G20 a opté pour la voie, politiquement plus prudente, d'une longue suite de microréglages. Ce choix rend peu probable, pour le moment, les grandes options, dont la planète a plus besoin que jamais. Prendre le risque d'un changement de perspective demanderait de la part du G20 un courage politique dont sont capables les leaders qui ont conscience d'avoir un rendez-vous avec l'Histoire et non pas seulement avec les caméras de CNN. Alors, vers un rendez-vous raté de plus?